



# Angelo Mozilo.

Les Français qui s'imaginent que Sarko et sa bande vont les sortir du pétrin de la dette, se font des illusions d'apprenti boulanger.

20.000 € la semaine. Il est reparti aussi vite après plainte pour « escroquerie, faux, usage de faux » et ouverture en juillet 2007 d'une information



Pire, ce sont d'inoxydables gogos. On nous refait, sur un mode à peine différent le coup des subprimes : un feu d'artifice de dépenses et d'économies absurdes avec, en bouquet final, la véritable surprise du chef où même le chef n'en reviendra pas.

judiciaire.

On a peut-être oublié Jack Kachkar. Ce nom ne dit plus rien. Il ne suffit pas en effet d'être un Canadien né en 1963 à Damas en Syrie pour laisser un souvenir inoubliable. Cet homme là, cependant, a fait la une des journaux au début de l'année 2007. Il voulait racheter l'OM - Olympique Marseillais - . Ce milliardaire semblait disposer de capitaux considérables avec la garantie de deux banques, la Countrywide Financial et la prestigieuse J.P. Morgan Chase. Il était arrivé dans un jet privé, avait loué le château de Grimaldi à



La garantie de la Countrywide Financial était un faux, paraît-il. Mais cette banque spécialisée dans le financement de l'immobilier populaire aux Etats Unis, existait bel et bien avec à sa tête, Angelo Mozilo. Ce nom à la sonorité de conte de fées ne dit rien non plus à la plupart des gens. C'est pourtant le « constructeur du rêve américain ». C'est lui. C'est ce que déclare cet enfant du Bronx, fils d'un boucher arrivé d'Italie. Tout de suite à son compte, car il comprend vite : dès 1969, entrée dans le crédit immobilier à risques, la valeur du bien acquis constituant la seule garantie. L'homme d'affaires se donne une double dimension « d'abbé Pierre », lorsqu'il permet aux classes les plus modestes de devenir

**propriétaires. La pauvreté devient le vivier inépuisable de ce business.**

Ainsi commence l'affaire des **subprimes**. Succès fulgurant. Au début des années **2000**, 450.000 contrats par an sont placés. **La bulle internet** qui éclate en **2001** donne un élan supplémentaire aux subprimes puisque les autorités monétaires décident alors d'élargir le crédit hypothécaire. **Aucun contrôle**. La fortune sourit à tous les vendeurs de subprimes. Personne ne s'inquiète de **l'endettement, du surendettement** de certains acheteurs. **Les 3 millions d'américains** qui risquent de tout perdre dans l'aventure ont assuré à Mozilo, pendant de longues années, un revenu annuel de **66 millions \$** et tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes tant que le **taux** de l'argent emprunté reste attrayant et que **les prix de l'immobilier montent**.

**Angelo Mozilo**, celui qui vendait le « rêve américain », n'était pas un rêveur. Après avoir été objet d'admiration, il devint **le patron le plus détesté** des Etats Unis. Et la même question revient toujours : comment **le marché des prêts hypothécaires** a-t-il pu se développer ainsi, avec toutes les magouilles imaginables, sans jamais la moindre **vérification, la moindre mise en garde ?**

Tout le monde était dans le grand bain et tout commence en **1970**, lorsque **Lyndon Johnson** – qui a succédé à **John Kennedy, assassiné en 1963** – donne un petit frère à la célèbre **Fannie Mae**,

alors seule agence fédérale, créée après la **crise de 1929**, pour fournir davantage de liquidités aux prêteurs immobiliers. Il s'agit d'abord d'obéir à la



**loi** qui interdit toute situation de **monopole**. Ainsi naît la désormais fameuse **Freddie Mac**. Contrairement à ce que pourraient croire des cerveaux non avertis, **Fannie Mae et Freddie Mac** ne sont pas des **clowns** mais de très sérieuses agences fédérales. Il conviendra ensuite de privatiser pour alléger le budget fédéral. **Fannie Mae et**

**Freddie Mac** vont donc, avec la bénédiction des gouvernements successifs, devenir les inépuisables fournisseurs du **casino géant** qu'est devenu le marché immobilier, duquel, **Angelo Mozilo** sortira vainqueur. Cerise sur le gâteau, en **1999**, **Bill Clinton** qui veut laisser son nom dans le domaine du social, ouvre en grand les vannes du crédit.

Les subprimes **passent d'autant mieux qu'elles passent inaperçues**.

Et comment mieux dissimuler des crédits risqués, type BBB – **les crédits AAA sont évidemment les plus sûrs** – qu'en les **maquillant** comme des **voitures volées**. Ce maquillage porte un nom : **la titrisation**. Sous l'impulsion de **Mozilo** et avec la magnifique collaboration des deux **Fannie & Freddie**, la titrisation est devenue **l'arnaque aux poupées**

**russe** : les subprimes se transforment d'abord en classiques créances hypothécaires et celles-ci en obligations négociables. C'est un négoce qui rapporte de grosses commissions tout au long de ses **multiples ventes et reventes**. Qui rapporte si gros que tout le monde en veut et que plus personne ne sait exactement ce **qu'il a acheté**.



C'est du **Madoff à l'échelle 1.000**. Ainsi les meilleures banques et institutions financières du monde occidental et peut-être du monde entier se retrouvent-elles avec un **bric à brac de camelote indéchiffrable**, avariée, qu'elles nommeront pudiquement **produits toxiques**.

Vous-mêmes, petits **épargnants**, n'avez pas été **épargnés** – ce qui est un comble pour des épargnants – et actuellement vos sicav et assurances-vie, gavées à leur insu de ces denrées d'Outre-Atlantique, sont menacées d'empoisonnement, ce qui signifie une **perte sévère**. Heureusement, l'Etat est venu à votre secours en rachetant la dette – **l'imprudence** – des banques. Bonheur provisoire.



Car la **dette** n'a été que déplacée. C'est maintenant la **dette de l'Etat**. Et, depuis que les Etats Unis ont perdu leur **note de bon élève**, les bourses du monde entier sonnent **le tocsin**.

Les gens peu ou mal **informés** se demandent tous : « Et si, malgré les fanfaronnades **de Sarko**, la même mésaventure arrivait à la France ? ». La question ne se pose plus. **Les chiffres sont là pour éviter les bavardages :**

1. **2006** – Les dettes des deux pays – Etats-Unis et France – sont comparables en % du produit intérieur brut : **# 64 % du PIB**.
2. **2011** - La notation des E-U par Standart & Poor's passe de AAA+ à AAA.
3. Que s'est-il passé pour la France depuis 2006 ?
4. **2007** - Un peu plus **de 64%**. Ce n'est pas tout à fait du sur place mais c'est le train du lièvre dans la fable de La Fontaine. **Sarko** n'est pas encore au pouvoir.
5. **2009** – **77,4 % du PIB**.
6. **2011** – **84,5 % du PIB**.

Sauf à renvoyer les ministres inutiles, les ROM indésirables et les nouvelles calamiteuses, on ne voit pas ce qui pourrait freiner la **progression de la dette**. Nous avons pris **20 points** en un peu plus de **4 ans**. Il nous suffit d'un rien aujourd'hui pour

atteindre le **100 %** et **Standart & Poor's** et les autres ne vont pas tarder à s'occuper de nous.

Comment en effet – à moins de résoudre la quadrature du cercle – ramener le déficit annuel aux **3 % des critères de Maastricht** ? Nous en sommes actuellement à **7,5 %**. Un point de pourcentage vaut environ **20 milliards €**. (PIB # 2.000 milliards). Pour revenir aux **3 %**, il faut perdre **4,5 %** soit la bagatelle de **90 milliards €**. Nous avons beaucoup de mal actuellement avec **10 milliards €**. Cela d'ailleurs ne réglerait nullement le problème puisque nous nous retrouverions avec les fameux **3 % du bon vieux temps des débuts de Maastricht**. Loin

de la fameuse règle d'or du budget en équilibre que le bon sens commande à N. **Sarkozy pour 2013** mais que **Juppé** avec sa morgue et son bon sens bordelais chasse d'un revers de main : « **Ca fait beau dans le paysage !** »



Les Etats sont endettés, surendettés et le bon peuple qui boucle péniblement ses fins de mois ne comprend pas grand chose aux affaires sérieuses qui ne se traitent que sur les sommets. Seuls les **électeurs amis**

**de la propreté** pourront donner un de ces jours un **coup de balai**. En attendant, les subprimes américaines ont déjà fait des millions de victimes. La dernière victime connue s'appelle **Barak Obama** et même s'il n'est pas jeté à la rue et si la **Grèce** n'est pas sa proche banlieue, il se retrouve lui aussi entre les mâchoires d'un piège qui risque de prendre la dimension planétaire.

Nous voyons bien actuellement que la **Grèce**, à moins d'une **intervention divine** - l'église grecque n'en prend pas le chemin - ne peut pas s'en tirer. Jamais, la **richesse insolente** de quelques uns n'a semblé narguer avec autant d'indécence la **pauvreté des masses**. Même en vendant tout ce qu'elle a sous la main, ses oliviers, ses îles, ses services publics, ses ports, son Acropole, elle n'arrivera au mieux, à éponger qu'une infime partie de l'énorme dette de plusieurs **centaines de milliards €**. On est en droit d'ailleurs de se demander quel **sapeur Camembert** a pu creuser, sans se faire remarquer, des trous aussi nombreux et profonds dans un **aussi petit pays**.

Il n'y a pas de solution, pas de bonne solution, sauf à ce que les **Français deviennent des Allemands**, à ce que le désordre devienne l'ordre, le diable le bon Dieu, **l'insouciance la vertu** et que la ceinture



reste serrée de longues années. Les mesurettees actuelles sont stupides et inefficaces : ne pas remplacer un

fonctionnaire sur deux est du même tonneau que **l'application aveugle** des 35 heures. Les fonds de tiroirs désespérément raclés fournissent à **peine 3 milliards €**, la suppression des niches fiscales apportera quelques milliards € de plus et nous resterons toujours loin du compte. La crise des subprimes datant de **2007** est passée des pauvres aux banques qui se sont débarrassées du **mistigri** et maintenant, elle vient **grossir la dette des Etats**.

Tant que les Etats seront de bons élèves bien notés - **AAA+** - ils pourront continuer d'emprunter à un taux **préférentiel et le malade connaîtra une période de rémission**. C'est le cas de la **Grèce** en ce moment avec les sursauts et spéculations que l'on sait. Il faut, bien sûr, que le malade reste confiné et que sa maladie ne tourne pas à **l'épidémie**, auquel cas le château de cartes s'effondrerait et l'économie avec. L'Irlande, le

**Portugal, l'Espagne, l'Italie, même la France sont menacés : toute la bande du Club Med.**

Si ce n'est pas pour maintenant, c'est pour bientôt.



La bourse elle-même ne croit plus aux capacités de remboursement des pays méditerranéens. Les rumeurs succèdent aux

rumeurs mais les rumeurs ne prospèrent que sur un **terreau favorable**. La banque européenne - BCE - peine déjà à racheter de la dette, et on la comprend, par centaines de milliards €. Qu'en sera-t'il lorsqu'il s'agira de milliers de **milliards €**? Lorsque **l'Italie de Berlusconi**, par ex. se trouvera en **cessation de paiement** ?

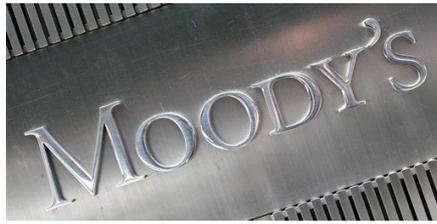
**Attali** donne moins de **2 ans à la France pour plonger**. Comment faire, en effet, avec une croissance misérable - il faudrait que ce soit la croissance qui ait des ailes et la dette qui n'en ait pas - pour effectuer des remboursements de **nababs** ? **Lagarde**, là-bas, à Washington meurt un peu dans nos cœurs mais ne se rend toujours pas : « Attention ! S'égosille t'elle, de ne pas tuer le malade en voulant le soigner ». La seule différence qui existe entre le début de la crise et maintenant, c'est que les gouvernements n'ont plus de **munitions**. On ne peut pas résister longtemps dans ces conditions-là. N'oublions pas non plus que **Celui** qui se débat tous azimuts et veut de nouveau sauver le système était, avant qu'elles ne révèlent



leur vrai visage, **un fervent admirateur des subprimes.**

Sauf **fédéralisme de l'Europe**, arrivant à la vitesse d'une ambulance, toutes sirènes hurlantes **ou taxation mondiale et miraculeuse des transactions boursières inter continentales**,

le système financier va s'écrouler. Si vous ne voulez pas être pris de court, préparez vous à cette catastrophe. Malgré des soins intensifs les malades sont souvent en **phase terminale**. C'est fini pour **Dexia** au logo si guerrier. Les collectivités locales avec leurs **emprunts structurés et les produits**



**dérivés**, dans lesquels elles se sont fait **entuber**, sont aujourd'hui en première ligne. Le **mal de**

**dette**, bénin au départ, s'est aggravé et de simplement déprimé, le **grabataire** est maintenant devenu **intransportable**. Les docteurs **Fitch, Standart et Moody** ne se déplacent même plus. **Madoff** lit

les journaux dans sa prison et **Mozilo**, à l'abri du besoin et après une enquête du **Congrès des Etats Unis**, coule des jours **heureux**.

23

octobre

2011.

